

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 549

Rubrik: Bagatelles

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

préserver leurs chasses gardées, leurs domaines d'exclusivité.

Quand Nestlé ou la Migros se met à nourrir tout le monde, de la pouponnière au mourir, à la maison comme au restaurant, quelle alternative s'offre-t-elle à terme pour le fabricant indépendant? Il a tout juste le choix du géant qui sera son futur maître: le concurrent qui l'absorbera, ou le distributeur qui imposera ses conditions. Dans le secteur bancaire, les choses ne se passent pas aussi brutalement; les grandes banques répugnent à reprendre de plus petits établissements, — et ne s'y résignent qu'à des fins «généreuses» (assainissement, moralisation, etc.) Mais il n'empêche que les rapports de forces évoluent aussi dans le secteur bancaire, et qu'on le perçoit parfaitement dans les bureaux feutrés et derrière les portes blindées.

A propos: la précédente augmentation d'un demi-pourcent des taux hypothécaires, qui a pris effet au 1^{er} avril dernier, avait été annoncée le 17 janvier d'abord par la Banque cantonale de Zurich, traditionnellement chargée d'entonner en telle matière; les grandes banques avaient suivi l'après-midi. Cette fois, l'UBS, la SBS, la BPS et le Crédit suisse ont décidé, unilatéralement et souverainement. Et dans les cantons, on fait les comptes pour voir si on doit suivre Zurich. C'est que le coup de force est loin de faire l'unanimité. A Bâle, en ce début de semaine, on se prenait même à douter.

Die rote Fabrik, la fabrique rouge — rouge non pas parce que haut lieu révolutionnaire mais tout simplement bâtie en briques rouges — c'est le lieu convoité par les jeunes. Cette ancienne usine d'ITT a été rachetée par la Ville en 1977 après un vote populaire; les objectifs poursuivis étaient alors peu clairs: beaucoup de non-dit pour un large consensus. On y trouve des artistes, des artisans, des salles que l'administration loue ou prête à la demande.

Pas de choix politique, en tout cas pas une réponse satisfaisante pour les jeunes chassés de partout —

Deux mots qui apparaissent dans le vocabulaire politique allemand à l'occasion d'émeutes: «spon-tis» et «chaotisten». Pas besoin de traduire pour être compris!

les salles disparaissent à un rythme rapide au gré des reconstructions. Alors le crédit de 60 millions pour la rénovation de l'opéra ne pouvait être perçu que comme une provocation. Echec de deux

«sympathiques» magistrats, Sigi Widmer, le maire chargé de la culture et Emilie Lieberherr, responsable de la politique de la jeunesse.

Du côté de la jeunesse la politique tient peu de place dans cette affaire; on n'est plus en 1968. Lors d'une confrontation entre les autorités municipales et 3000 jeunes au Volkshaus, il y a quelques jours, un gauchiste qui commençait son couplet a été copieusement sifflé. A la demande du maire de négocier avec une délégation les jeunes ont répondu: nous sommes tous des délégués. Ce qu'ils veulent, ils le veulent tout de suite. Pour l'instant la seule réplique que la «NZZ» a trouvé est la thèse du complot.

CONFÉDÉRATION

La solidarité de l'atome

Kaiseraugst, nous n'en voulons pas, avait répondu il a quelques mois le Conseil d'Etat genevois à la Berne fédérale. Preuve du besoin insuffisante, consultation sur la conception globale de l'énergie en cours, mise en service de Gösigen et de Leibstadt suffisante.

D'accord pour Graben répond maintenant le même gouvernement: certes, il faudrait réexaminer les facteurs qui influenceront la consommation d'électricité jusqu'en l'an 2000, mieux estimer les économies réalisables, mais... Mais la consultation sur la conception globale semble donner une majorité pour le scénario à trois centrales nucléaires; la tendance est à une hausse de la consommation; il apparaît que la

réalisation de Kaiseraugst est problématique. Donc oui à Graben!

En fait le gouvernement genevois a fait ses comptes. Le renoncement à Kaiseraugst renforce la probabilité de réalisation de Verbois. Or Verbois, personne n'en veut à Genève a dit le conseiller d'Etat Borner en commission. Donc d'accord pour Graben qui peut nous sauver de la proximité nucléaire. Solidarité confédérale. Vous parliez de politique énergétique?

Le gouvernement de Schaffhouse a lui poliment répondu que le dossier présenté ne lui permettait pas de dire si la preuve du besoin était fournie. Comme pour Kaiseraugst. Il faut d'abord prendre une décision ferme pour ce dernier projet avant de tirer des plans sur la comète Graben. Chapeau. Mais il est vrai que ce canton n'a pas la menace d'un projet Grünwald sur son territoire.

BAGATELLES

Une fédération sportive originale à Zürich: la fédération suisse progressiste de football (FSFV). Son tournoi de cette année, pendant les mois de mai et juin, est joué par vingt équipes, dont, pour la pre-

mière fois, une équipe féminine: «Mama Zurigo». Les matches durent deux mi-temps de trente minutes. Pas d'arbitre: les grosses fautes sont traitées par les partenaires! L'autogestion dans le sport: encore une invention démoniaque du «groupe d'Yverdon»?